

COUR D'APPEL DE MONTPELLIER
TRIBUNAL JUDICIAIRE DE MONTPELLIER

LE JUGE DES LIBERTÉS ET DE LA DÉTENTION

Cabinet de Philippe TREMBLAY

Dossier n° N° RG 20/01418 - N° Portalis DBYB-W-B7E-M5IG
Minute n° : 20/00274

**ORDONNANCE STATUANT SUR UNE TROISIÈME DEMANDE
DE PROLONGATION D'UNE MESURE DE RETENTION
ADMINISTRATIVE**

Article L.552-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile

Le 18 Décembre 2020 à 9h52

Nous, Philippe TREMBLAY, juge des libertés et de la détention au tribunal judiciaire de Montpellier, étant en audience publique, assisté de Julie SCHMITT, greffier ;

Vu les articles L.552-1 à L.552-6, et R.552-1 à R.552-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

Vu l'arrêté d'expulsion du préfet des Bouches-du-Rhône en date du 16 janvier 2019 pris à l'encontre de [REDACTED]

Vu la décision de placement en rétention administrative au centre de rétention de Sète prise par **M. LE PREFET DES ALPES-MARITIMES** le 20 Octobre 2020 à l'encontre de :

[REDACTED]

notifiée à l'intéressé le 20 Octobre 2020 à 9h57 ;

Vu l'ordonnance rendue le 22 octobre 2020 par le juge des libertés et de la détention du tribunal judiciaire de Nîmes prolongeant la rétention administrative de l'intéressé pour une première durée de vingt-huit jours ;

Vu l'ordonnance rendue le 19 novembre 2020 par le juge des libertés et de la détention du Tribunal judiciaire de Montpellier, prolongeant la rétention administrative de l'intéressé pour une deuxième durée de **trente jours** ;

Vu la requête de l'autorité administrative en date du 17 Décembre 2020 reçue et enregistrée au greffe du juge des libertés et de la détention le 17 Décembre 2020 à 8h48 tendant à la prolongation de la rétention de [REDACTED] dans les locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire pour une durée supplémentaire de **quinze jours** ;

Vu l'extrait individualisé du registre prévu à l'article L.553-1 du CESEDA émarginé par l'intéressé ;

Monsieur le préfet, Monsieur le procureur de la République près le tribunal de notre siège et le retenu ont été avisés, dès réception de la requête, de la date et de l'heure de la présente audience par le greffier ;

En l'absence de Monsieur le procureur de la République ;

En l'absence de **M. LE PREFET DES ALPES-MARITIMES** et de son représentant dûment habilité ;

en présence de Monsieur Mustapha EL AMRANI interprète en langue arabe, inscrit sur la liste des experts de la cour d'appel de Montpellier,

[REDACTED] présent à l'audience et informé de son droit à l'assistance d'un avocat de son choix ou commis d'office, déclare : je souhaite être assisté d'un avocat commis d'office.

Maître Adeline BALESTIE, avocat, est informé par nos soins sans délai et nous fait connaître qu'il assistera l'intéressé. L'avocat a pu consulter la procédure et s'est entretenu librement avec son client.

L'intéressé est informé qu'il peut lui-même consulter la procédure, et éventuellement être assisté par un interprète s'il ne connaît pas suffisamment la langue française.

DÉROULEMENT DES DÉBATS

A l'audience publique, le juge des libertés et de la détention a procédé au rappel de l'identité des parties ;

L'avocat du retenu est entendu en ses observations sur le fond au soutien de ses conclusions écrites qui sont annexées à la présente ordonnance, et qu'il développe oralement à l'audience ;

[REDACTED] déclare : je n'ai rien à dire.

MOTIFS DE LA DÉCISION

L'article L552-7 alinéa 5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile dispose qu'avant l'expiration de la nouvelle période d'une durée maximale de trente jours, le juge compétent peut, à titre exceptionnel, être à nouveau saisi lorsque la mesure d'éloignement n'a pu être exécutée en raison du défaut de délivrance des documents de voyage par le consulat dont relève l'intéressé et qu'il est établi par l'autorité administrative compétente que cette délivrance doit intervenir à bref délai.

L'avocate de l'intéressé indique les éléments suivants. Il y a eu des refus du Maroc le 3 octobre 2019, de l'Algérie le 2 juillet dernier et de la Tunisie le 9 décembre suivant. Aucune diligence vers aucun autre pays n'a été entreprise depuis. Il n'y a aucune perspective d'éloignement à bref délai.

La saisine indique, en effet : "[.. [REDACTED] étant dépourvu de titre d'identité et de voyage, j'ai demandé son identification auprès des autorités consulaires tunisiennes, ces autorités n'ont pas reconnu l'intéressé en date du 09/12/2020. Les autorités consulaires marocaines ne l'ont pas reconnu en date du 03/10/2019 et les autorités consulaires algériennes ne l'ont pas reconnu en date du 02/07/2020. Aussi, il apparaît nécessaire de poursuivre les investigations afin d'identifier de manière certaine l'intéressé. La troisième prolongation de 15 jours de la rétention serait de nature à maintenir cet étranger à disposition dans l'attente de son éloignement".

Il en ressort, tout d'abord, que ces investigations ne sont pas précisées ni justifiées.

Aucun élément n'est, notamment, produit entre cette non-reconnaissance du 9 décembre dernier et la demande de prorogation adressée par la police aux frontières à la préfecture du 16 décembre suivant.

Il en ressort, ensuite, que l'autorité administrative n'établit pas que la délivrance des documents de

voyage doit intervenir à bref délai.

Il est, d'ailleurs, peu probable que cette délivrance intervienne à bref délai puisque cette autorité administrative ignore quel est le consulat dont relève cet intéressé.

Il convient, par conséquent, de rejeter la requête en prolongation de la rétention administrative.

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement en premier ressort, par décision assortie de l'exécution provisoire,

REJETONS la requête de **M. LE PREFET DES ALPES-MARITIMES** ;

ORDONNONS la remise en liberté immédiate de [REDACTED]

DISONS que la présente ordonnance sera immédiatement notifiée au procureur de la République et qu'[REDACTED] est maintenu à la disposition de la justice pendant un délai de dix heures à compter de la notification de la présente ordonnance au procureur de la République ;

INFORMONS [REDACTED] que durant cette période, il peut, s'il le souhaite, contacter son avocat et un tiers, rencontrer un médecin et s'alimenter.

INFORMONS les parties qu'elles peuvent interjeter appel de la présente ordonnance devant le Premier président de la cour d'Appel de Montpellier ou son délégué, dans les 24 heures de son prononcé, par déclaration motivée faite ou remise par tous moyens au greffe de la cour d'Appel de Montpellier et leur donnons connaissance des modalités selon lesquelles ce recours peut être exercé ;

INDIQUONS que seul l'appel formé par le ministère public peut être déclaré suspensif par le Premier président de la cour d'Appel ou son délégué.

Ainsi prononcé en audience publique le 18 Décembre 2020 à 10h 14.

Le greffier,

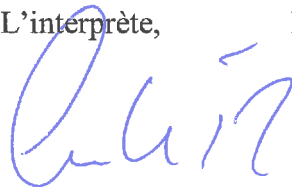
Le juge des libertés et de la détention,

Reçu notification et copie de la présente ordonnance le 18 Décembre 2020 :

L'intéressé,



L'interprète,



L'avocat du retenu,

par courriel

Le représentant du préfet,

par courriel

Notification de la présente ordonnance est faite à Monsieur le procureur de la République le 18 Décembre 2020 à 10 h 10 ,

Le greffier,



**Stéphane BERES
VICE-PROCUREUR**

Nous,

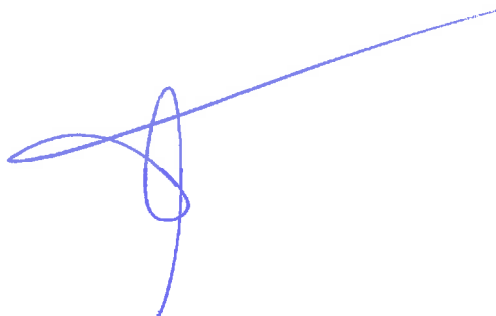
Le procureur de la République,

, déclarons *ne pas* interjeter appel de la présente décision,



Constatons que le 18 Décembre 2020 à 10 h 43 , le procureur de la République *n'* a *pas* interjeté appel de la présente décision,

Le greffier,



Adeline BALESTIE
AVOCATE
1280 avenue des Platanes
Future building 1
34970 LATTES



CONCLUSIONS DE NULLITES

Plaise à Madame Monsieur Le Juge des libertés et de la détention

POUR [REDACTED] né le 28/08/1998 à Medhia Tunisie de nationalité tunisienne, actuellement au CRA de SETE

CONTRE PREFET DES ALPES MARITIMES

→ **Sur le fond,**

Sur l'absence de perspective d'éloignement

Il n'y a aucune perspective d'éloignement à bref délai.

Il y a eu des refus 9/12/2020 Tunisie, 3/10/2019 Maroc, 2/07/2020 Algérie.

Aucune autre diligence n'a été entreprise vers aucun autre pays depuis plus de 8 jours.

Les conditions de l'article L 552-7 CESEDA ne sont pas respectées.

PAR CES MOTIFS

Rejeter la demande de prolongation en rétention

Ordonner la remise en liberté de [REDACTED]

Condamner le Préfet à verser 500 € au titre de l'article 700 du CPC et 37 de la loi du 10/07/1991.

Fait à Montpellier le 17/12/2020
Adeline BALESTIE

A handwritten signature in black ink, appearing to be a stylized 'A' or 'B'.